

	Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 30 000 000 EUR. Montant total de la contribution du budget de l’UE 30 000 000 EUR.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet : <ul style="list-style-type: none">- Gestion directe par marchés publics- Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.2 et 4.4.3			

1.2 Résumé de l'Action

L'action se situe dans un contexte de fragilité avec des crises sécuritaires récurrentes, malgré le retour à l'ordre constitutionnel en 2016 et la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en février 2019. Dans ce contexte, l'Indice de Développement Humain établit à 0,397 pour l'année 2020, classe la RCA parmi les « pays à développement humain faible » au 188^e rang sur 189 pays et territoires. Le projet vise ainsi à contribuer au développement du capital humain, pour renforcer le pays en capacités humaines nécessaires pour sa stabilisation et son développement.

Le contexte sectoriel de l'éducation en RCA est lourdement touché par les crises successives auxquelles le pays a été confronté. La situation sécuritaire et socio-économique affecte l'accès aux services, leur disponibilité et la qualité des apprentissages, à tous les niveaux, du préscolaire à l'enseignement supérieur. Quelques mois seulement après le retour à l'école à la suite des mesures de confinement actives pendant presque la moitié de l'année 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la vague de violences en février 2021 a à nouveau entraîné la fermeture des écoles dans 11 des 16 préfectures du pays. De nombreuses écoles ont été fermées de force, occupées ou endommagées à la suite des affrontements. Un nombre important d'enfants et de jeunes sont à présent déscolarisés et la transition au post-primaire est très limitée surtout en-dehors de Bangui, les filles étant les plus défavorisées. Dans un tel contexte, l'état de vulnérabilité de la jeunesse centrafricaine reste très élevé, les jeunes étant affectés entre autres par la faiblesse de l'offre de formation professionnelle, le manque d'opportunités d'emploi salarié et la fragilité du tissu économique.

L'objectif général de cette action est d'accroître l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation en République centrafricaine, notamment à travers (i) l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire de qualité, avec un renforcement de la transition entre les deux cycles ; (ii) la promotion de l'employabilité des jeunes et (iii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur.

L'action cible particulièrement les enfants, adolescents et jeunes vivants dans les situations plus vulnérables, notamment les filles, les personnes handicapées, les personnes affectées par des crises (déplacés et retournés) et les communautés hôtes.